



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

# Bulletin Mensuel de Conjoncture de la BCEAO

FEVRIER 2007

NUMERO 18



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA  
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)  
Tél. : +221 839 05 00  
Télécopie : +221 823 93 35  
Télex : BCEAO 21833 SG /  
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG  
Site internet : <http://www.bceao.int>

**Directeur de Publication**

Ismaila DEM

*Directeur de la Recherche  
et de la Statistique*

*Email : [courrier.drs@bceao.int](mailto:courrier.drs@bceao.int)*

**Impression :**

Imprimerie de la BCEAO

BP : 3108 - DAKAR

**ISSN 08505756**



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

## **BULLETIN MENSUEL DE CONJONCTURE DE LA BCEAO**

---

Février 2007

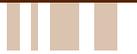
**NUMERO 18**



## Table des matières

I - VUE D'ENSEMBLE .....	6
II - APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL .....	8
III - LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS L'UNION AU COURS DU MOIS DE DECEMBRE 2006 .....	9
3.1 - Evolution de l'activité économique .....	9
3.1.1 - Production agricole .....	9
3.1.2 - Activité industrielle .....	10
3.1.3 - Bâtiments et travaux publics .....	11
3.1.4 - Activité commerciale .....	12
3.1.5 - Services marchands .....	13
3.1.6 - Coûts de production des entreprises .....	14
3.1.7 - Situation de trésorerie des unités de production .....	15
3.2 - Evolution des prix .....	15
3.3 - Evolution des conditions de banque .....	17
3.4 - Evolution de la situation monétaire .....	19
3.5 - Evolution des marchés de capitaux .....	21
3.5.1 - Marché monétaire .....	21
3.5.2 - Marché financier .....	22





## AVANT - PROPOS

**L**e Bulletin mensuel de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Le Bulletin est centré sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture interne, notamment l'évolution de l'activité industrielle et commerciale, ainsi que les conditions de production des entreprises et le niveau général des prix à la consommation. Ces informations sont collectées sur la base d'enquêtes réalisées tous les mois par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

Le Bulletin mensuel de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

## I - VUE D'ENSEMBLE

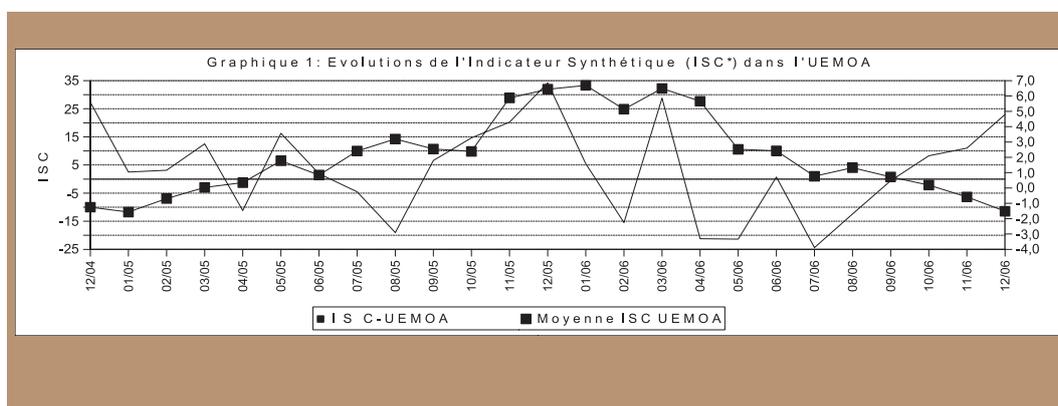
Au cours du mois de **décembre 2006**, la Réserve Fédérale des Etats-Unis a laissé inchangés ses taux directeurs dans un contexte marqué par une légère reprise de l'activité. Par contre, ceux de la Banque Centrale Européenne ont été relevés d'un quart de point de pourcentage pour contenir les tensions inflationnistes. L'euro s'est apprécié vis-à-vis des principales devises et la plupart des cours moyens mensuels des matières premières exportées par les pays de l'Union se sont inscrits en hausse.

En **décembre 2006**, la conjoncture économique dans les Etats membres de l'UEMOA, selon l'appréciation des chefs d'entreprise, s'est légèrement améliorée par rapport au mois précédent (cf. graphique 1), à la suite de la progression enregistrée dans tous les secteurs, à l'exception des BTP où elle a reculé. Par pays, l'activité s'est accrue au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal. Elle s'est contractée en Guinée-Bissau, et a stagné au Togo.

En **rythme annuel**, la conjoncture apparaît bien orientée, en liaison avec la progression de l'activité dans tous les secteurs, à l'exception de l'industrie et des BTP où elle a légèrement fléchi. Par pays, il est observé une évolution favorable de la conjoncture au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Niger. L'activité a, par contre, stagné au Bénin, au Mali, au Sénégal et au Togo, et a reculé en Guinée-Bissau.

Sur les **douze mois de l'année 2006**, le rythme de l'activité s'est légèrement accéléré, par rapport à la même période de l'année précédente, en raison de la progression enregistrée dans l'industrie, dans le commerce et dans les services marchands. Par pays, la conjoncture s'est relativement améliorée dans tous les Etats, sauf au Bénin, en Guinée-Bissau et au Sénégal.

Au cours des douze mois de l'année 2006, les **conditions de production** ont été principalement marquées, en rythme annuel, par une légère hausse des coûts unitaires de production dans l'industrie et dans les bâtiments et travaux publics. La situation de trésorerie des entreprises est apparue globalement inchangée.



(\*) Cf. Documents d'Etudes et de Recherche N°DER/02/03, « Construction d'un indicateur synthétique d'opinion sur la conjoncture ».

Sur le plan de l'évolution des **prix intérieurs**, il est relevé une hausse de l'inflation, en glissement annuel, comparativement au mois précédent. En effet, le taux d'inflation est passé de 2,0% en novembre 2006 à 2,7% en décembre 2006, contre 2,9% un an plus tôt. Par pays, le taux d'inflation, en glissement annuel, en décembre 2006, se situe à 5,2% au Bénin, 4,0% au Sénégal, 3,6% au Mali et en Guinée-Bissau, 2,0% en Côte d'Ivoire, 1,6% au Burkina, 1,5% au Togo et 0,3% au Niger.

Au titre de l'évolution des **conditions de banque dans l'Union** en décembre 2006, les taux d'intérêt débiteurs observés se sont globalement établis en moyenne à 8,30%<sup>1</sup> contre 7,89% en novembre 2006, soit une hausse de 0,41 point de pourcentage. Cette évolution des taux débiteurs résulte des hausses relevées au Sénégal (1,90 point), au Niger (1,16 point) et en Côte d'Ivoire (0,37 point). Elle a été atténuée par les baisses observées au Bénin (-1,76 point), au Burkina (-0,98 point), au Togo (-0,97 point) et au Mali (-0,89 point).

Par ailleurs, il est enregistré une hausse de 54,6 milliards (soit 20,8%) des mises en place de crédits, par rapport au mois précédent, en raison notamment de l'accroissement des mises en place en Côte d'Ivoire (46,8 milliards), au Bénin (9,9 milliards), au Sénégal (5,1 milliards), au Burkina (2,7 milliards) et au Togo (1,2 milliard). Les crédits alloués ont bénéficié principalement aux «entreprises privées du secteur productif» (62,1%), aux «entreprises individuelles» (13,7%), aux «Sociétés d'Etat et EPIC» (11,8%) et aux «particuliers» (7,3%). Ils ont servi, en grande partie, au financement des besoins de trésorerie pour 72,1%, d'équipement pour 12,9% et de consommation pour 4,6%.

Comparées au mois de décembre 2005, les nouvelles mises en place de crédits ont augmenté de 0,1% au niveau de l'Union, tandis que les taux débiteurs se sont accrus de 0,05 point de pourcentage.

---

1 : En incluant les prêts au personnel des banques, le taux d'intérêt moyen ressort à 8,28%.

## II - APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

*Hausse des taux directeurs dans la Zone euro et stabilité aux Etats-Unis.*

Au cours du mois de **décembre 2006**, la Réserve Fédérale a laissé inchangés ses taux directeurs dans un contexte marqué par une légère reprise de l'activité. Ainsi, le taux objectif des fonds fédéraux et le taux d'escompte sont restés respectivement à 5,25% et à 6,25%. Par contre, les taux directeurs de la Banque Centrale Européenne ont été relevés d'un quart de point de pourcentage pour contenir les tensions inflationnistes. Par conséquent, le taux de soumission appliqué aux principales opérations de refinancement, le taux de la facilité de prêt marginal et le taux de la facilité de dépôt ont été fixés respectivement à 3,50%, 4,50% et 2,50%.

*Appréciation de l'euro face au dollar et au yen. Stabilité vis-à-vis de la livre sterling.*

Sur le marché des changes, l'euro s'est apprécié vis-à-vis des principales devises au cours du mois de décembre 2006. La monnaie commune européenne s'est établie en moyenne à 1,3213 dollar en décembre 2006 contre 1,2881 dollar en novembre, soit une appréciation de 2,6%. La tendance est la même vis-à-vis du yen. En effet, l'euro s'est raffermi de 2,5%, ressortant en décembre 2006 à 154,82 yen. Par rapport à la livre sterling, l'euro s'est stabilisé à 0,67 livre.

*Hausse des cours de la plupart des produits de base exportés par les Etats membres de l'Union, à l'exception du pétrole.*

Les cours moyens mensuels des matières premières se sont inscrits en hausse, à l'exception de ceux du pétrole qui ont reflué de 0,7% par rapport à leur niveau de novembre 2006 suite à l'apaisement de la situation socio-politique dans certains pays producteurs.

Ainsi, les cotations de l'huile d'arachide, de l'huile de palme et de l'huile de palmiste ont augmenté respectivement de 3,4%, 1,6% et 2,8%, en relation avec l'accroissement de la consommation mondiale dû à l'intérêt grandissant du biocarburant. Les cours du café et du cacao ont progressé de 0,5% et 7,9% respectivement, en raison du resserrement de l'offre sur le marché mondial. Les mêmes raisons expliquent le rebond de 5,4% des cours du coton. Après la hausse enregistrée en novembre, les cours du pétrole ont poursuivi leur repli au cours du mois de décembre. Ils se sont situés à 63,2 dollars contre 63,6 dollars en novembre 2006. Cette tendance est liée à la reconstitution des stocks aux Etats-Unis et à l'apaisement des tensions socio-politiques dans certains pays producteurs, notamment au Nigéria et en Irak.

### III - LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS L'UNION AU COURS DU MOIS DE DECEMBRE 2006

La conjoncture économique dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en décembre 2006 est marquée par la progression de la production industrielle et de l'activité commerciale sur les douze mois de l'année 2006, ainsi que par le bon déroulement de la campagne agricole 2006/2007.

#### 3.1 - Evolution de l'activité économique

##### 3.1.1 - Production agricole

A l'instar du mois précédent, les évaluations à fin décembre 2006 font état d'une hausse de la production agricole pour la campagne 2006/2007, consécutive à l'abondance des pluies et à leur bonne répartition sur toute l'étendue des territoires des Etats membres de l'Union.

Au cours de la campagne 2006/2007, la **production vivrière** de l'Union augmenterait de 3,3%, selon les estimations effectuées par les Etats.

*Hausse de la production vivrière.*

Tableau 1 : Evolution de la production vivrière (par campagne)*			
	2005/2006	2006/2007	Variation
	en tonnes		(%)
Bénin	6 199 700	6 632 400	7,0
Burkina	3 649 500	3 858 200	5,7
Côte d'Ivoire	9 451 300	9 678 200	2,4
Guinée-Bissau	212 600	231 700	9,0
Mali	3 397 900	3 674 700	8,1
Niger	3 657 200	3 969 900	8,6
Sénégal	1 807 200	1 272 300	-29,6
Togo	2 226 500	2 288 900	2,8
UEMOA	30 601 900	31 606 300	3,3

\* : évaluations à fin décembre 2006.

Sources : organismes nationaux de commercialisation.

*Hausse de la production des cultures d'exportation, à l'exception de celle de l'arachide et du cacao.*

A la suite des estimations des cultures d'exportation effectuées par les Etats, il apparaît que les productions des **cultures d'exportation** sur la campagne 2006/2007 se sont améliorées dans tous les pays de l'UEMOA comparativement aux réalisations de la campagne précédente, à l'exception de celles de l'arachide et du cacao, dont le repli est consécutif à la baisse enregistrée au Sénégal et en Côte d'Ivoire respectivement.

Tableau 2 : Evolution de la production des cultures d'exportation (par campagne)\*

	2005/2006	2006/2007	Variation
	en tonnes		(%)
Arachide	1 612 744	1 489 001	-7,7
Cacao	1 411 900	1 354 200	-4,1
Café	118 600	122 300	3,1
Coton-graine	1 808 500	2 054 700	13,6
Noix de cajou	112 400	121 100	7,7

\* : évaluations à fin décembre 2006.

Sources : organismes nationaux de commercialisation.

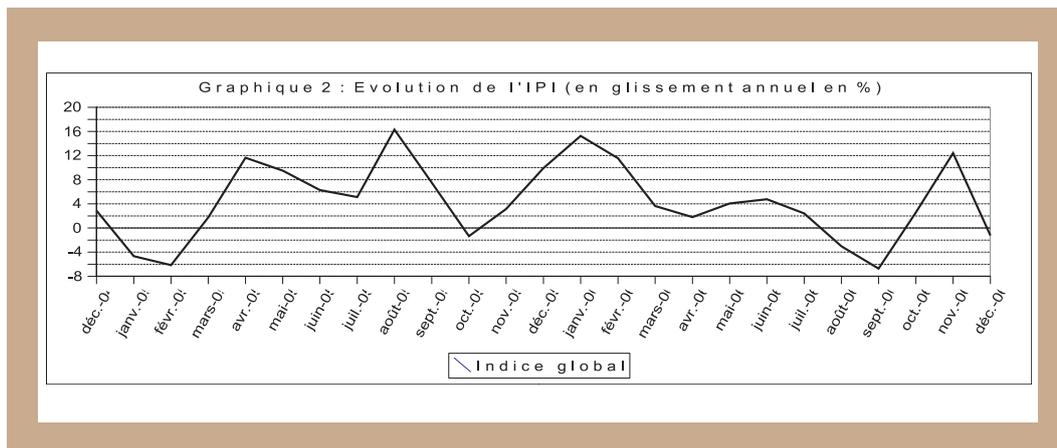
### 3.1.2 - Activité Industrielle

En **décembre 2006**, l'activité industrielle dans l'UEMOA, mesurée par l'indice de la production des industries du secteur moderne, a augmenté de 11,1% en rythme mensuel, en liaison avec la hausse observée dans les unités manufacturières, atténuée par la baisse enregistrée dans les industries minières et énergétiques. En effet, dans les manufactures, la production a progressé de 20,4%, en raison notamment du flux relevé dans la fabrication de textiles (70,5%) au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal, de produits minéraux non métalliques (16,7%) au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo, et de produits chimiques (15,5%) en Côte d'Ivoire, au Mali et au Togo. La production manufacturière a également augmenté dans les usines de bois et articles en bois (13,8%) au Burkina et en Côte d'Ivoire, de produits alimentaires et boissons (11,6%) au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Sénégal et au Togo ainsi que de produits de l'édition et de l'imprimerie (8,7%) au Bénin et en Guinée-Bissau. Cette évolution haussière a été atténuée par la baisse de la production de la branche «électricité, gaz et eau», qui est ressortie à 5,3%, en liaison avec le reflux enregistré en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo. Par ailleurs, l'activité minière a baissé de 2,5%, notamment au Mali et au Togo. Par pays, la hausse mensuelle de la production industrielle en décembre 2006 a été de 42,5% au Burkina, 32,3% au Mali, 7,5% au Sénégal, 7,2% au Bénin, 3,2% en Côte d'Ivoire, 1,7% au Niger et 1,5% en Guinée-Bissau. La production a baissé au Togo (-12,8%).

*Baisse en rythme annuel de la production industrielle.*

En **glissement annuel**, la production industrielle dans l'UEMOA est en baisse de 1,3% (cf. graphique 2), en liaison avec le reflux constaté dans les activités extractives (-16,8%), atténué par la hausse relevée dans les unités manufacturières (2,4%) et dans la branche «électricité, gaz et eau» (1,9%). Par pays, une baisse de la production a été enregistrée au Bénin (-33,7%), en Guinée-Bissau (-32,1%), au

Togo (-9,0%) et au Burkina (-3,7%). En revanche, une hausse est observée au Niger (9,8%), au Mali (1,8%), en Côte d'Ivoire (1,4%) et au Sénégal (1,0%).



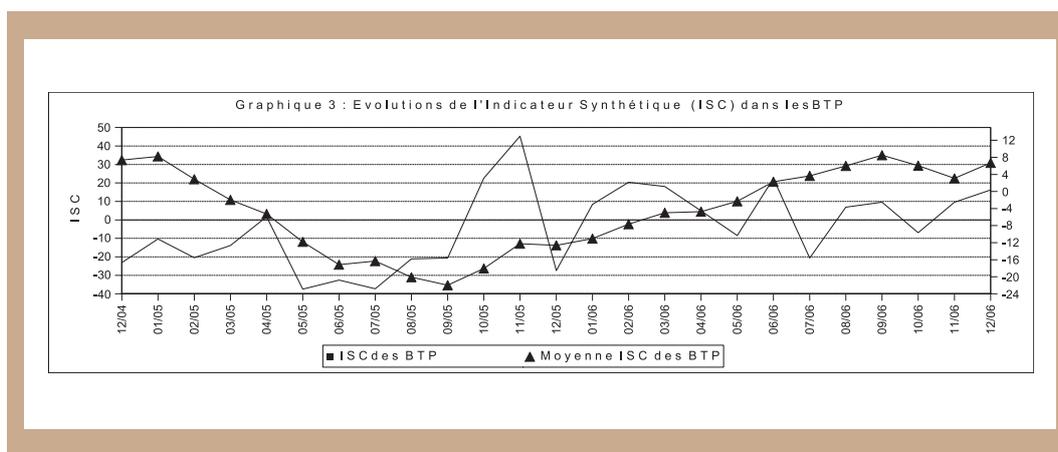
Sur les douze mois de l'année 2006, la production industrielle est en hausse, comparativement à la même période de 2005. En effet, elle s'est accrue de 3,9% contre 4,6% un an auparavant. Cette progression résulte, principalement, de l'extraction minière (25,5%), notamment celle de pétrole brut et gaz naturel (48,9%) en Côte d'Ivoire, d'or (16,3%) au Mali et d'uranium (13,7%) au Niger. Le dynamisme de l'activité industrielle a également concerné les usines de produits textiles (18,0%) au Burkina, au Mali et au Sénégal, de produits à base de tabac (16,4%) essentiellement au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Mali, et de caoutchouc et matières plastiques (16,8%) au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal. La production a également augmenté dans les usines de réparation de matériels de transport (49,9%) et de cuirs et articles de voyage et de maroquinerie (40,0%) en Côte d'Ivoire. Dans la branche «électricité, gaz et eau», la production a progressé de 3,1%. Par pays, l'augmentation de la production industrielle a été de 23,6% au Mali, 13,0% au Niger, 6,1% en Côte d'Ivoire, 2,3% au Togo, 2,1% en Guinée-Bissau et 0,3% au Burkina. En revanche, la production a reculé de 15,5% au Sénégal et 1,3% au Bénin.

### 3.1.3 - Bâtiments et travaux publics

Dans le secteur des **bâtiments et travaux publics (BTP)**, les chefs d'entreprise ont signalé une légère baisse de la conjoncture en décembre 2006, par rapport au mois précédent (cf. graphique 3), en raison notamment de la diminution des nouveaux contrats, des mises en chantier et des reprises de chantiers. Toutefois, les interruptions de chantiers ont reculé. Par pays, il est observé d'un mois à l'autre, une dégradation de l'activité des BTP au Bénin, au Mali et au Niger. Une stabilité est notée au Burkina, au Sénégal et au Togo. L'activité a progressé en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau.

Recul de l'activité dans le secteur des BTP en glissement annuel.

Par rapport au mois de décembre 2005, l'activité des BTP a légèrement reculé, en liaison notamment avec la diminution des reprises de chantiers. Par pays, il est observé, en glissement annuel, une baisse de l'activité des bâtiments et travaux publics au Burkina, au Mali et au Togo. Une stabilité est relevée au Bénin, en Guinée-Bissau, au Niger et au Sénégal. Par contre, la conjoncture s'est améliorée en Côte d'Ivoire.



De janvier à décembre 2006, le rythme de l'activité des BTP n'a presque pas varié, comparativement à la même période de 2005, en liaison notamment avec le tassement des nouveaux contrats et des mises en chantier. Par pays, l'activité de construction a été marquée, par rapport à la même période de l'année précédente, par une baisse au Burkina, au Mali, au Niger et au Togo. Elle s'est, par contre, accrue en Côte d'Ivoire. Une stabilité est notée au Bénin, en Guinée-Bissau et au Sénégal.

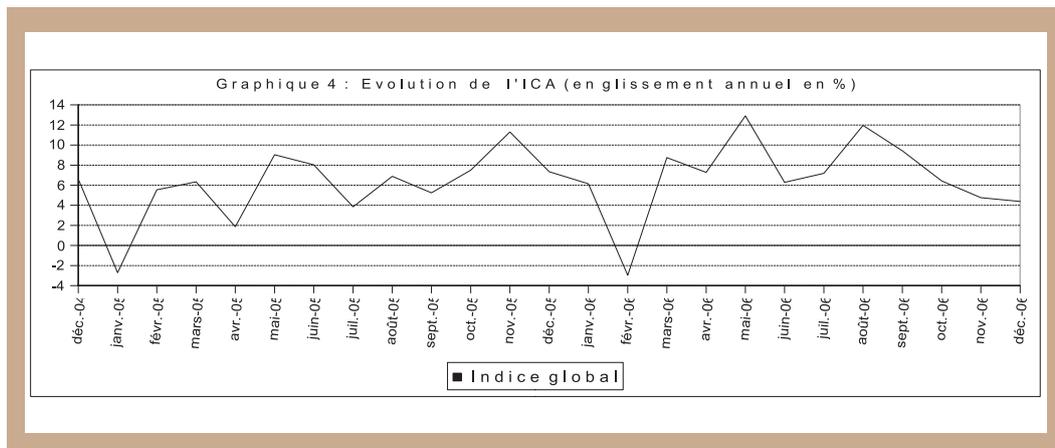
### 3.1.4 - Activité commerciale

En rythme mensuel, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail de type moderne s'est accru de 14,8% dans l'UEMOA, en décembre 2006, par rapport à novembre 2006, à la suite de la bonne tenue des ventes de biens divers (33,6%), de produits de l'alimentation (26,4%), de biens d'équipement de la personne (18,7%), de produits pétroliers (15,2%), d'articles d'équipement du logement (12,9%) et d'automobiles, motocycles et pièces détachées (7,8%). Par pays, la hausse des ventes dans le secteur du commerce de détail a été de 48,8% au Bénin, 22,5% au Mali, 21,4% au Togo, 11,7% en Côte d'Ivoire, 9,1% au Sénégal, 7,6% au Burkina et 4,3% au Niger. En revanche, le chiffre d'affaires a baissé de 11,0% en Guinée-Bissau.

Intensification de l'activité commerciale dans l'UEMOA.

En glissement annuel, l'activité commerciale s'est intensifiée dans l'UEMOA en décembre 2006. En effet, comparativement au même mois de 2005, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail du secteur moderne a progressé de 4,4% (cf. graphique 4). Ce raffermissement des affaires est attribuable au commerce de denrées alimentaires (14,0%), d'articles d'équipement de la personne (13,9%),

de produits pharmaceutiques et cosmétiques (11,5%), de biens divers (10,4%) et de produits pétroliers (3,4%). Cette évolution a été atténuée par la baisse enregistrée dans les ventes de biens d'équipement du logement (-13,3%) et d'automobiles, motocycles et pièces détachées (-6,1%). Une hausse des affaires est relevée au Niger (19,8%), au Bénin (19,6%), au Burkina (15,1%), au Togo (8,4%), en Guinée-Bissau (8,1%), en Côte d'Ivoire (4,8%) et au Mali (1,0%). En revanche, le chiffre d'affaires a diminué au Sénégal (-5,8%).



Sur les **douze mois de 2006**, l'indice du chiffre d'affaires du commerce a enregistré une progression de 6,9% en moyenne contre 5,8% au cours de la même période de 2005. Cette évolution est essentiellement induite par l'accroissement des ventes de produits de l'alimentation (14,4%), de produits pharmaceutiques et cosmétiques (12,4%), d'automobiles, motocycles et pièces détachées (8,0%), d'articles d'équipements du logement (6,8%), de produits pétroliers (6,1%) et de biens divers (5,8%). Par pays, les ventes sont apparues en hausse dans le secteur du commerce au Niger (35,5%), au Burkina (19,7%), au Mali (12,1%), en Guinée-Bissau (8,9%), au Sénégal (5,9%), en Côte d'Ivoire (4,7%) et au Togo (0,04%). Par contre, elles ont baissé au Bénin (-5,8%).

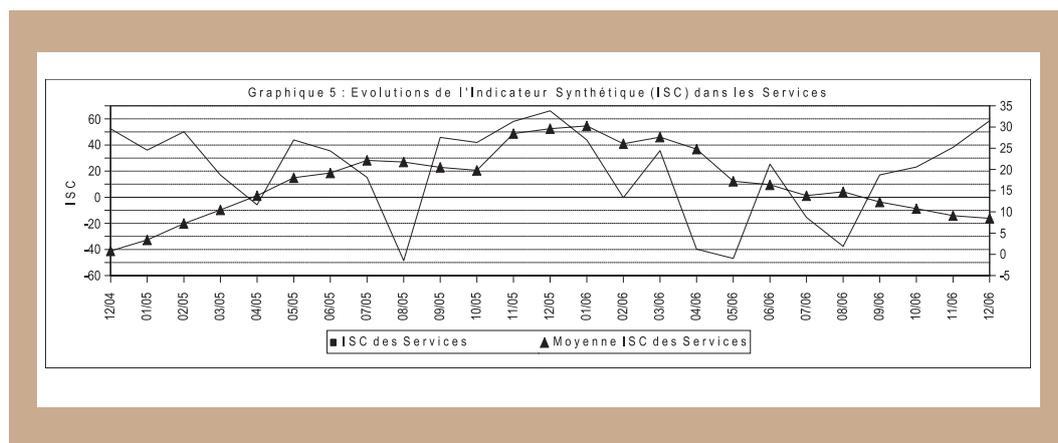
### 3.1.5 - Services marchands

En **décembre 2006**, de l'avis des chefs d'entreprise, l'activité a progressé par rapport au mois précédent, dans le secteur des services marchands, en liaison avec la hausse du chiffre d'affaires, notamment dans les branches «hôtels et restaurants», «intermédiation financière» et «transports, entreposage et communication». Les tarifs des prestations n'ont pas varié. Par pays, la conjoncture s'est améliorée dans tous les Etats, à l'exception du Burkina où elle a quasiment stagné et de la Guinée-Bissau où elle s'est dégradée.

En **glissement annuel**, l'activité est ressortie en hausse en décembre 2006. Les tarifs des prestations sont restés stables. Par pays, il est relevé, par rapport au même mois de l'année 2005, une bonne tenue de la conjoncture dans les services marchands dans tous les Etats, à l'exception de la Guinée-Bissau où elle s'est dégradée et du Mali où elle n'a presque pas varié.

*Progression en rythme annuel de l'activité dans le secteur des services marchands.*

Au cours des **douze mois de 2006**, la conjoncture s'est améliorée, comparativement à la même période de l'année précédente. Il ressort, en moyenne, un léger raffermissement du chiffre d'affaires dans les services marchands dans l'ensemble des Etats, à l'exception de la Guinée-Bissau et du Mali.



### 3.1.6 - Coûts de production des entreprises

En **décembre 2006**, les coûts unitaires de production sont apparus, d'un mois à l'autre, en stabilité dans l'industrie et dans les bâtiments et travaux publics (BTP). Il est signalé, par rapport au mois précédent, une stagnation des coûts unitaires de production dans l'industrie au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Mali. Une légère progression est observée au Burkina, au Sénégal et au Togo et une faible baisse au Niger. Dans les BTP, les coûts unitaires de production sont ressortis en stabilité au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Togo. Ils sont jugés en hausse en Guinée-Bissau et au Sénégal, du fait principalement du renchérissement des approvisionnements, et en baisse au Niger.

Coûts unitaires de production en légère hausse.

En **glissement annuel**, les coûts unitaires de production sont ressortis en légère hausse dans l'industrie et dans les BTP. Par rapport au même mois de 2005, une tendance haussière des coûts unitaires de production est observée dans l'industrie au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, en liaison avec l'accroissement des prix des approvisionnements. Il est relevé une stabilité en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger et au Togo. Dans les BTP, les coûts unitaires de production ont renchéri en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo. Ils ont quasiment stagné au Bénin, au Burkina et en Côte d'Ivoire.

Sur les **douze premiers mois de l'année 2006**, les coûts unitaires de production apparaissent, par rapport à la même période de 2005, globalement en légère hausse dans l'industrie et dans les bâtiments et travaux publics. Par pays, il est observé une progression des coûts unitaires de production dans l'industrie en

Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal, en rapport notamment avec la hausse des prix des approvisionnements. Il est enregistré une quasi-stabilité au Bénin, au Burkina, en Guinée-Bissau et au Togo, et une faible baisse au Niger. Dans les bâtiments et travaux publics, il est relevé un renchérissement des coûts unitaires de production au Bénin, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo, du fait essentiellement de la hausse des prix des approvisionnements. Une quasi-stabilité est constatée au Burkina, en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau.

### 3.1.7 - Situation de trésorerie des unités de production

De l'avis des chefs d'entreprise, la situation de trésorerie des unités de production a présenté, dans l'ensemble, des signes de légère tension en **décembre 2006**. Des contraintes de trésorerie plus ou moins persistantes ont été observées dans les BTP et dans le commerce. La situation est ressortie aisée dans les services marchands et précaire dans l'industrie. Par pays, la situation de trésorerie des entreprises est jugée relativement tendue en Guinée-Bissau, au Mali, au Sénégal et au Togo. Elle est apparue stable au Burkina, au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Niger.

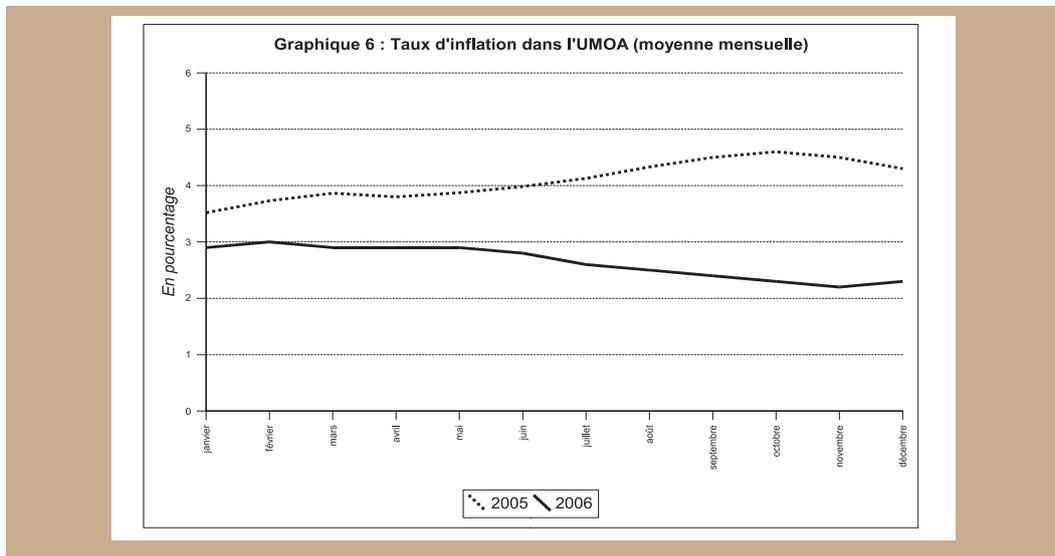
Comparée à **décembre 2005**, la situation de trésorerie des entreprises s'est légèrement améliorée dans l'ensemble, en raison de son évolution favorable dans l'industrie. Elle s'est dégradée dans le commerce et dans les services marchands et n'a pas varié dans les BTP. Par pays, la situation de trésorerie des unités de production s'est améliorée au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo. Elle s'est relativement dégradée en Guinée-Bissau et au Mali et a stagné au Bénin.

.....  
*Amélioration de la  
 situation de trésorerie des  
 unités de production.*  
 .....

**De janvier à décembre 2006**, l'état de trésorerie des entreprises est demeuré inchangé dans l'ensemble, par rapport à la même période de l'année précédente. Toutefois, la situation diffère d'un secteur à l'autre. Elle est en amélioration dans l'industrie et dans les BTP. Elle n'a pas varié dans le commerce et dans les services marchands. Par pays, il est relevé un renforcement de la situation de trésorerie des entreprises au Bénin, en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau, et une stabilité au Burkina, au Mali, au Niger et au Togo. Une légère dégradation est constatée au Sénégal.

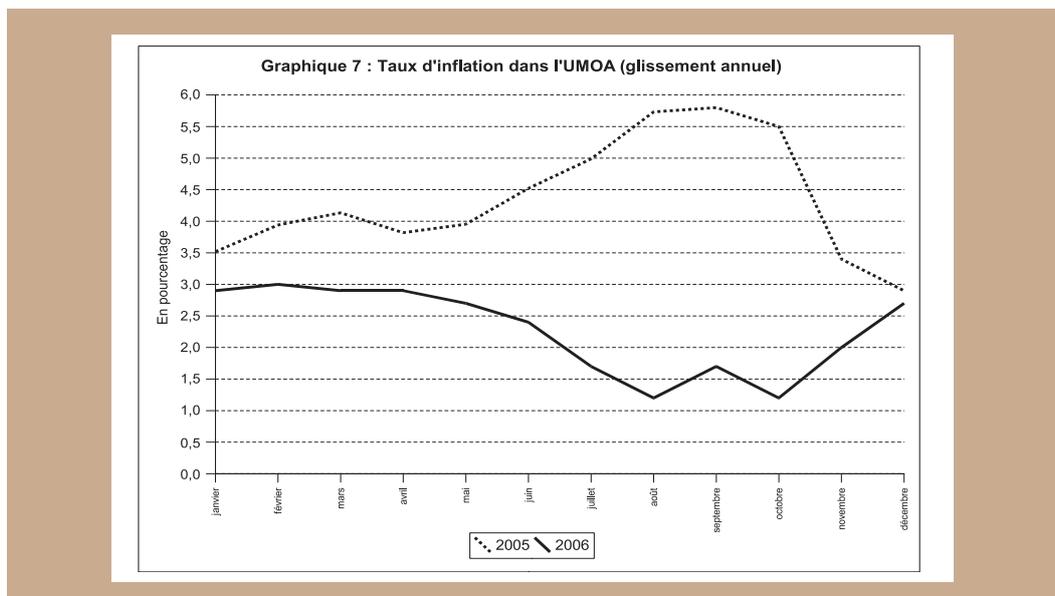
## 3.2 - Evolution des prix

Le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse au **rythme mensuel** de 0,1% en décembre 2006, en rapport avec le renchérissement du carburant vendu en vrac au Bénin, le relèvement des prix des boissons gazeuses au Burkina et du gaz au Niger, ainsi que l'incidence haussière de la période des fêtes de fin d'année et de la Tabaski. La progression est atténuée par le repli des prix des céréales et la diminution du coût des carburants au Burkina, au Niger, au Sénégal et au Togo.



*Hausse des prix en variation annuelle.*

Le taux d'inflation, en **glissement annuel**, s'est inscrit en hausse, passant de 2,0% en novembre 2006 à 2,7% en décembre 2006. Le relèvement des prix des carburants dans la plupart des pays et du gaz butane au Sénégal et au Niger explique cette tendance de l'inflation.



En moyenne, sur les **douze mois de 2006**, l'inflation s'est située à 2,3% contre 4,4% à la même période de 2005.

Tableau 3 : Evolution des prix dans les pays de l'UEMOA à fin décembre 2006

Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)		Inflation en moyenne (en %)	
	déc.-05	déc.-06	2005	2006	2005	2006
Bénin	-0,8	1,5	3,8	5,2	5,4	3,8
Burkina	-1,6	0,2	4,5	1,6	6,4	2,4
Côte d'Ivoire	-0,1	0,0	2,6	2,0	3,9	2,5
Guinée-Bissau	-1,4	-1,3	0,3	3,6	3,4	2,0
Mali	-1,2	-0,8	3,4	3,6	6,4	1,5
Niger	-1,8	0,0	4,2	0,3	7,8	0,0
Sénégal	-1,0	-0,2	1,4	4,0	1,7	2,1
Togo	-0,1	1,0	5,5	1,5	6,8	2,2
UEMOA	-0,6	0,1	2,9	2,7	4,4	2,3

Sources : Instituts nationaux de la statistique et BCEAO.

### 3.3 - Evolution des conditions de banque

Les données analysées proviennent des résultats provisoires à fin décembre 2006 de l'enquête sur les conditions de banque dans l'UEMOA.

En moyenne, les taux d'intérêt débiteurs observés<sup>2</sup> se sont globalement établis à 8,30%<sup>3</sup> en décembre 2006 contre 7,89% en novembre 2006, soit une hausse de 0,41 point de pourcentage. Ils ont varié entre 7,58% en Côte d'Ivoire et 12,33% au Niger (cf. tableau 4). Par rapport à novembre 2006, les taux débiteurs se sont relevés au Sénégal (1,90 point), au Niger (1,16 point) et en Côte d'Ivoire (0,37 point). Cette évolution a été atténuée par les baisses relevées au Bénin (-1,76 point), au Burkina (-0,98 point), au Togo (-0,97 point) et au Mali (-0,89 point). Un relèvement des conditions débitrices est noté au niveau des concours octroyés aux «Sociétés d'Etat et EPIC» (37,4 milliards au taux de 9,48% en décembre 2006 contre 6,0 milliards à 7,89% en novembre 2006), aux «entreprises privées du secteur productif» (197,0 milliards au taux de 7,63% en décembre 2006 contre 174,0 milliards à 7,12% en novembre 2006) et aux «ONG, amicales et syndicats» (1,2 milliard au taux de 10,82% en décembre 2006 contre 2,0 milliards à 9,86% en novembre 2006). Selon l'objet du crédit, les concours pour lesquels la hausse des conditions débitrices est la plus notable sont ceux destinés à couvrir les besoins d'exportation (0,2 milliard au taux de 10,15% en décembre 2006 contre 2,8 milliards à 9,07% en novembre 2006), d'équipement (41,1 milliards au taux de 10,40% en décembre 2006 contre 24,2 milliards à 8,56% un mois plus tôt) ainsi que les crédits de trésorerie (228,9 milliards au taux de 7,45% en décembre 2006 contre 195,0 milliards à 7,23% un mois plus tôt).

Hausse du taux d'intérêt débiteur moyen.

Selon la nature du débiteur, les taux d'intérêt moyens les plus élevés ont été appliqués, notamment, aux «particuliers» (11,42%) essentiellement au Niger (13,63%), au Mali (12,68%) et en Côte d'Ivoire (12,30%). A l'inverse, les conditions de prêt les plus souples ont été offertes aux «entreprises privées du secteur

2 : Dans le calcul des moyennes, les taux d'intérêt ont été pondérés par les montants de crédits associés.

3 : En incluant les prêts au personnel des banques, le taux d'intérêt moyen ressort à 8,28%.

productif» (7,63%), principalement à Dakar (6,84%) et à Abidjan (7,45%) et à la «clientèle financière» (8,12%), particulièrement à Bamako (7,64%) et à Ouagadougou (7,93%). Globalement, la place d'Abidjan a le taux d'intérêt moyen le plus bas (7,58%), suivie de Dakar (8,23%) et de Cotonou (8,26%). Les taux d'intérêt observés à Niamey (12,33%) et à Bissau (12,00%) sont apparus les plus élevés.

Tableau 4 : Niveaux des taux d'intérêt moyens par pays à fin décembre 2006, selon la nature du débiteur (en%)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Etat et organismes assimilés						11,00		9,00	10,94
Particuliers	10,37	12,06	12,30	12,00	12,68	13,63	10,40	11,86	11,42
Clientèle financière	8,50	7,93			7,64	17,00	10,00		8,12
Sociétés d'Etat et EPIC	4,55		7,00		8,50	14,78	12,60	10,03	9,48
Assurance - Caisses de retraite			10,98						10,98
Entreprises privées du secteur productif	9,49	8,90	7,45		8,97	13,45	6,84	8,63	7,63
Entreprises individuelles	11,27	11,13	7,01		11,88	11,97	12,35	11,71	8,53
Coopératives et groupements villageois	10,66	12,58	10,00		10,91	11,76	7,76		8,35
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc)	10,54	12,05	12,00		13,00	11,31	10,73		10,82
Personnel des banques	2,78	2,61	4,01		3,46	2,64	3,63	5,87	3,70
Total	8,23	9,58	7,57	12,00	9,27	12,24	8,22	9,43	8,28
Total hors personnels des banques	8,26	9,69	7,58	12,00	9,30	12,33	8,23	9,49	8,30

source : BCEAO.

Selon l'objet du crédit, les concours de trésorerie ont bénéficié des taux d'intérêt moyens les plus bas (7,45%), notamment en Côte d'Ivoire (6,90%), au Sénégal (7,03%) et au Bénin (7,53%) alors que les crédits de consommation sont ressortis les plus chers, avec un taux moyen de 11,71% au niveau de l'Union, du fait essentiellement des places de Lomé (13,67%), de Niamey (13,35%), de Bamako (12,94%) et d'Abidjan (12,24%).

Les crédits de trésorerie ont bénéficié des taux moyens les plus bas.

Tableau 5 : Niveaux des taux d'intérêt moyens par pays à fin décembre 2006, selon l'objet du crédit (en %)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Habitation	10,31	9,68	8,03	12,00	12,84	9,95	8,42	10,55	8,95
Exportation	10,00				11,04				10,15
Equipement	8,53	9,19	11,29		9,70	12,40	10,81	9,21	10,40
Consommation	10,04	11,75	12,24	12,00	12,94	13,35	11,16	13,67	11,71
Trésorerie	7,53	9,06	6,90		8,87	12,11	7,03	9,28	7,45
Autres	10,08	11,78	10,72		11,02	12,73	7,93	12,00	10,08
Total	8,23	9,58	7,57	12,00	9,27	12,24	8,22	9,43	8,28
Total hors personnels des banques	8,26	9,69	7,58	12,00	9,30	12,33	8,23	9,49	8,30

Source : BCEAO.

Comparées au mois de décembre 2005, les taux débiteurs ont augmenté, en moyenne, de 0,05 point de pourcentage au niveau global de l'Union.

En **décembre 2006**, les résultats disponibles indiquent une mise en place totale de 317,3 milliards de FCFA de crédits, autres que les découverts en comptes courants et les escomptes d'effets de commerce<sup>4</sup>. Ces crédits sont en hausse de 54,6 milliards (soit 20,8%), par rapport au mois précédent, en raison notamment de l'accroissement des mises en place en Côte d'Ivoire (46,8 milliards), au Bénin (9,9 milliards), au Sénégal (5,1 milliards), au Burkina (2,7 milliards) et au Togo (1,2 milliard). Les crédits alloués ont bénéficié principalement aux «entreprises privées du secteur productif» (62,1%), aux «entreprises individuelles» (13,7%), aux «Sociétés d'Etat et EPIC» (11,8%) et aux «particuliers» (7,3%). Ils ont servi, en grande partie, au financement des besoins de trésorerie pour 72,1%, d'équipement pour 12,9% et de consommation pour 4,6%.

*Hausse des mises en place de crédits.*

Comparées au mois de décembre 2005, les nouvelles mises en place de crédits ont augmenté de 0,1% au niveau de l'Union.

### 3.4 - Evolution de la situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2006, comparée à celle de novembre 2006, est caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, du crédit intérieur et de la masse monétaire.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 3.893,5 milliards à fin décembre 2006 contre 3.670,7 milliards un mois plus tôt, soit un accroissement de 222,8 milliards. Cette évolution résulte des hauses concomitantes des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques qui sont passés respectivement de 3.552,1 milliards et 118,5 milliards en novembre 2006 à 3.710,8 milliards et 182,7 milliards.

L'encours du crédit intérieur a augmenté de 115,5 milliards, pour atteindre 4.746,6 milliards à fin décembre 2006. Cette situation résulte de l'accroissement de 185,7 milliards des concours au secteur privé et du repli de 70,3 milliards des crédits nets aux Etats. Les crédits à l'économie sont ressortis à 4.245,7 milliards, après les hausses de 26,9 milliards des concours à moyen et long terme et de 158,8 milliards des crédits à court terme. La position nette du gouvernement s'est située à 500,8 milliards.

Pour sa part, la masse monétaire s'est accrue de 5,7% pour s'établir à 7.122,5 milliards (voir tableau 6 ci-après).

*Hausse de la masse monétaire.*

4 : Le traitement séparé des découverts et des escomptes d'effets s'explique surtout par la difficulté à appréhender de manière fiable les informations relatives à l'objet et à la durée de la facilité de trésorerie ainsi consentie. Par ailleurs, le suivi mensuel du volume des crédits accordés sous forme de découverts est difficile, car les comptes bénéficiant d'un découvert peuvent être mouvementés plusieurs fois au cours d'une même journée, passant d'une situation de découvert à une situation d'excédent. Le volume total de crédit utilisé en terme de découvert sur une période donnée pour un compte donné est donc difficilement vérifiable. En outre, l'objet des crédits octroyés sous forme de découvert, leur utilisation et leur durée ne peuvent être saisis d'autant plus que chaque opération de découvert ne fait pas l'objet d'une demande expresse auprès de la banque. A cet égard, le suivi des découverts dans le cadre du dispositif de suivi des conditions de banque s'effectue trimestriellement à partir des plafonds des autorisations accordées par les banques.

	déc. 05	nov. 06	déc. 06	Variation (en %)	
				Mensuelle	Annuelle
<b>Bénin</b>					
Avoirs extérieurs nets	375,7	488,5	520,2	6,5	38,4
Position nette du gouvernement	-97,5	-156,8	-160,0	2,1	64,1
Crédit à l'économie	375,1	400,1	415,8	3,9	10,9
Masse monétaire	613,5	686,1	726,8	5,9	18,5
<b>Burkina</b>					
Avoirs extérieurs nets	170,2	211,4	221,3	4,7	30,0
Position nette du gouvernement	9,0	-37,3	-29,8	-20,1	-430,0
Crédit à l'économie	475,3	535,6	541,3	1,1	13,9
Masse monétaire	601,0	641,4	661,7	3,2	10,1
<b>Côte d'Ivoire</b>					
Avoirs extérieurs nets	704,0	780,1	821,8	5,3	16,7
Position nette du gouvernement	379,3	355,1	344,8	-2,9	-9,1
Crédit à l'économie	1 189,4	1 175,4	1 290,1	9,8	8,5
Masse monétaire	2 081,0	2 102,0	2 294,8	9,2	10,3
<b>Guinée-Bissau</b>					
Avoirs extérieurs nets	36,7	40,9	43,2	5,5	17,7
Position nette du gouvernement	12,5	10,8	10,4	-4,0	-16,6
Crédit à l'économie	3,4	5,3	6,3	19,8	87,8
Masse monétaire	52,4	53,4	55,2	3,3	5,3
<b>Mali</b>					
Avoirs extérieurs nets	424,6	446,7	529,3	18,5	24,7
Position nette du gouvernement	-26,4	-71,5	-109,3	52,9	314,2
Crédit à l'économie	516,0	522,7	527,8	1,0	2,3
Masse monétaire	841,9	818,6	892,6	9,0	6,0
<b>Niger</b>					
Avoirs extérieurs nets	71,7	100,1	154,2	54,1	115,1
Position nette du gouvernement	70,5	25,0	-8,0	-132,0	-111,3
Crédit à l'économie	121,3	156,3	159,1	1,8	31,1
Masse monétaire	248,6	261,9	285,5	9,0	14,8
<b>Sénégal</b>					
Avoirs extérieurs nets	657,8	753,3	781,4	3,7	18,8
Position nette du gouvernement	-35,6	-2,2	6,9	-413,8	-119,4
Crédit à l'économie	1 067,0	1 081,7	1 110,0	2,6	4,0
Masse monétaire	1 564,9	1 674,9	1 745,2	4,2	11,5
<b>Togo</b>					
Avoirs extérieurs nets	135,8	200,0	207,2	3,6	52,6
Position nette du gouvernement	3,2	-1,0	5,1	-595,0	60,5
Crédit à l'économie	195,3	182,8	195,3	6,8	0,0
Masse monétaire	313,6	367,2	384,9	4,8	22,7
<b>UMOA</b>					
Avoirs extérieurs nets	3 298,3	3 670,7	3 893,5	6,1	18,0
Position nette du gouvernement	717,8	571,1	500,8	-12,3	-30,2
Crédit à l'économie	3 942,7	4 060,0	4 245,7	4,6	7,7
Masse monétaire	6 415,9	6 738,7	7 122,5	5,7	11,0

Source : BCEAO.

### 3.5 - Evolution des marchés de capitaux

#### 3.5.1 - Marché monétaire

La Banque Centrale n'a pas organisé d'adjudication d'injection ou de reprise de liquidités durant le mois de décembre 2006, à l'instar du mois précédent.

En décembre 2006, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires s'est établi à 25,7 milliards contre 29,9 milliards le mois précédent et 22,4 milliards un an plus tôt. Quarante-vingt dix sept (97) opérations ont été enregistrées contre soixante-douze (72) en novembre 2006 et soixante-seize (76) en décembre 2005.

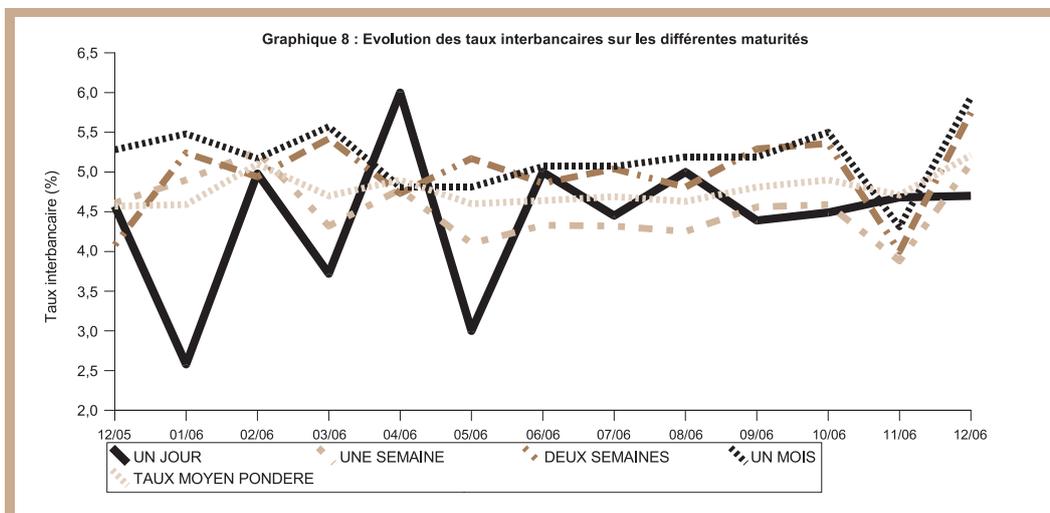
*Baisse du volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires.*

L'encours moyen des prêts est ressorti à 79,1 milliards, traduisant une baisse mensuelle de 12,7 milliards et une progression annuelle de 2,0 milliards. Il a représenté 13,9% des soldes moyens mensuels des comptes ordinaires et de règlement des banques auprès de la Banque Centrale, contre 14,3% le mois précédent. En décembre 2005, il s'élevait à 13,6%.

Les taux d'intérêt ont évolué dans une fourchette de 3,50% à 7,00% contre 3,00% à 6,75% un mois plus tôt. Quarante-deux (42) prêts ont été négociés à des taux compris entre 4,00% et 5,00%, soit 65,7% du montant des prêts accordés, contre quarante-quatre (44) prêts le mois précédent.

Les taux moyens pondérés ont affiché une hausse mensuelle sur tous les compartiments. Sur la maturité à six mois précédemment inactive, un taux d'intérêt de 5,50% a été relevé. Le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, s'est établi à 5,21% contre 4,71% le mois précédent et 4,57% un an plus tôt.

*Hausse du taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire.*



Au total, l'évolution du marché interbancaire a été marquée en décembre 2006 par une baisse du volume des échanges et de l'encours moyen des opérations ainsi qu'une hausse du taux moyen pondéré, toutes maturités confondues. Les compartiments à une semaine (46,4%), un jour (20,0%) et deux semaines (15,6%) ont été les plus animés, avec une prépondérance des activités sur les places de Dakar et de Lomé.

*Emission de 15,0 milliards de bons du Trésor au cours du mois de décembre 2006.*

Sur le marché des **titres des créances négociables (TCN)**, les émissions de titres au cours du mois de décembre 2006 sont ressorties à 15,0 milliards. Elles ont concerné les bons du Trésor du Niger pour une durée de 6 mois, assortis de taux d'intérêt variant entre 4,25% et 5,50%. L'encours total des TCN en vie s'est situé à 221,9 milliards.

### 3.5.2 - Marché financier

Les indices BRVM<sub>10</sub> et BRVM composite sont respectivement ressortis en baisse pour le troisième mois consécutif de 4,7% et de 3,7%, en s'établissant à 130,95 points et 112,65 points à fin décembre 2006.

*Baisse des indices BRVM<sub>10</sub> et BRVM composite en variation annuelle.*

En glissement annuel, les indices BRVM<sub>10</sub> et BRVM composite ont enregistré des baisses respectives de 12,6% et 0,03%. Par rapport à la date de démarrage des activités de la bourse, les indices BRVM<sub>10</sub> et BRVM composite sont en hausse de 31,0% et de 12,7%.

Sur le **marché des actions**, trente-et-une sociétés sur les quarante inscrites ont fait l'objet de cotation en décembre 2006. Les échanges ont porté sur 112.667 actions contre 98.749 actions un mois plus tôt, soit un accroissement de 14,1%. Cette évolution est imputable à des transactions sur les titres SAFCA. Au cours du mois sous revue, les transactions ont également porté sur les titres ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED (ETI) et SONATEL qui sont du reste les plus actifs avec respectivement 71.512 et 13.946 actions échangées.

Sur le **compartiment obligataire**, l'activité a été marquée par la première cotation des emprunts TPCI 6,5% 2006-2009 et Etat du Togo 6,5% 2006-2011, respectivement les 8 et 28 décembre 2006. Huit des vingt-et-une lignes cotées ont été actives. Le volume de titres échangés est ressorti à 1.690 obligations contre 4.004 obligations le mois précédent. Les transactions les plus importantes ont concerné les lignes obligataires BHM 7,5% 2002-2007, Etat du Togo 6,5% 2006-2011 et CEB 6,5% 2003-2010 avec respectivement 1.000, 400 et 6.174 titres échangés.

Tableau 7 : Evolution des opérations du marché interbancaire par compartiment au titre du mois de décembre 2006 (en millions de francs CFA)

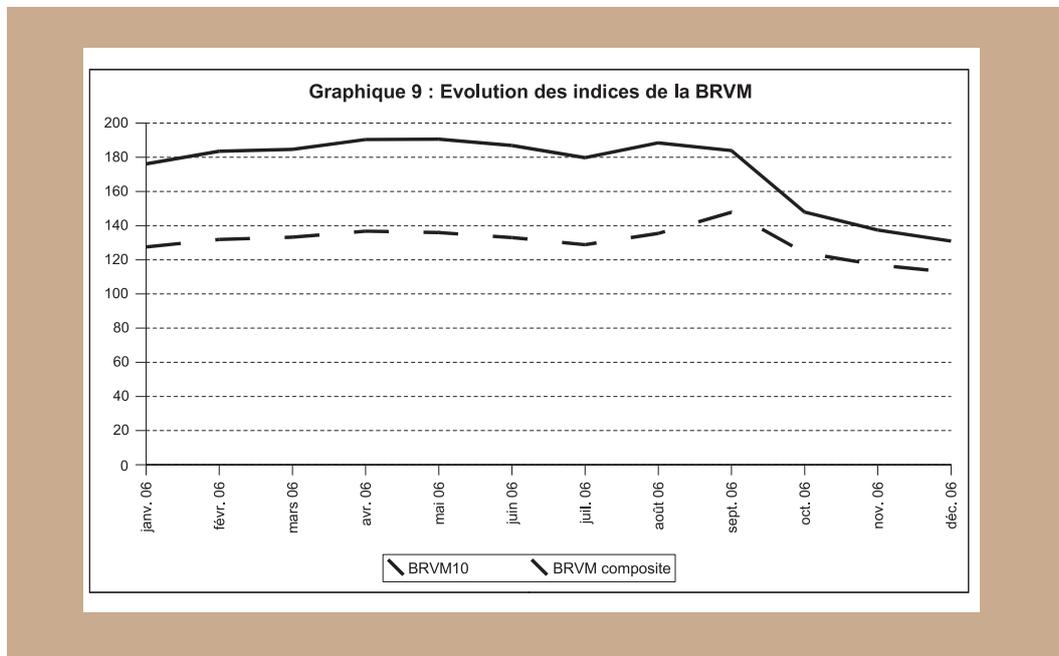
PERIODES	UN JOUR		UNE SEMAINE		DEUX SEMAINES		UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS		NEUF MOIS		DOUZE MOIS		TOUTES MATURITES CONFONDUES		ENCOURS
	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant Total	dont intra-UMOA	
29 novembre au 5 décembre 2006	5 400	4,52%	17 800	4,63%	7 500	5,16%	4 850	5,23%	4 000	5,18%	-	-	-	-	-	-	39 550	30 850	93 100
6 au 12 décembre 2006	2 000	3,50%	16 700	4,81%	300	6,00%	500	6,50%	-	-	-	-	-	-	-	-	19 500	15 000	88 600
13 au 19 décembre 2006	4 000	4,50%	9 700	5,63%	1 800	5,93%	700	5,46%	2 450	5,24%	-	-	-	-	-	-	18 650	5 000	75 550
20 au 26 décembre 2006	2 500	6,00%	10 000	5,01%	6 900	5,04%	500	5,50%	3 000	6,00%	-	-	-	-	-	-	22 900	13 000	66 950
27 décembre 2006 au 2 janvier 2007	11 650	4,97%	5 500	5,48%	3 600	6,62%	1 000	7,00%	3 250	4,85%	3 000	5,50%	-	-	-	-	28 000	22 150	71 250
<b>Moyenne</b>	<b>5 110</b>	<b>4,70%</b>	<b>11 940</b>	<b>5,11%</b>	<b>4 020</b>	<b>5,75%</b>	<b>1 510</b>	<b>5,94%</b>	<b>2 540</b>	<b>5,32%</b>	<b>600</b>	<b>5,50%</b>					<b>25 720</b>	<b>17 200</b>	<b>79 090</b>
Nombre d'opérations	12		42		22		12		8		1						97		

Source : BCEAO.

Tableau 8 : Evolution en volume des prêts interbancaires par pays au titre du mois de décembre (en millions de francs CFA)

PERIODES	Benin		Burkina		Côte d'Ivoire		Guinée Bissau		Mali		Niger		Sénégal		Togo		UMOA	
	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Montant Total	dont intra-UMOA
29 novembre au 5 décembre 2006	2 750	2 250	-	-	6 100	4 600	-	-	-	-	400	-	20 000	14 000	10 300	10 000	39 550	30 850
6 au 12 décembre 2006	5 000	4 500	500	-	-	-	4 000	4 000	-	-	-	-	7 000	4 000	3 000	2 500	19 500	15 000
13 au 19 décembre 2006	2 000	1 000	-	-	2 100	-	3 950	1 000	-	-	-	-	7 400	-	3 200	3 000	18 650	5 000
20 au 26 décembre 2006	1 500	1 000	300	-	5 000	5 000	1 500	-	-	-	1 000	1 000	7 500	500	6 100	5 500	22 900	13 000
27 décembre 2006 au 2 janvier 2007	4 500	4 000	1 850	1 750	2 000	2 000	1 700	700	700	250	-	14 900	10 900	2 800	2 800	28 000	22 150	
<b>Moyenne</b>	<b>3 150</b>	<b>2 550</b>	<b>530</b>	<b>350</b>	<b>3 040</b>	<b>2 320</b>	<b>2 230</b>	<b>1 140</b>	<b>330</b>	<b>200</b>	<b>5 080</b>	<b>4 760</b>	<b>5 880</b>	<b>25 720</b>	<b>17 200</b>			

Source : BCEAO.



La **capitalisation totale du marché** est ressortie en augmentation de 1,8% à 2.476,2 milliards. La **capitalisation du marché des actions** s'est contractée de 3,7%, en liaison avec la baisse des cours des titres. En glissement annuel, la capitalisation du marché des actions a progressé de 59,4%. La **capitalisation du marché obligataire** est ressortie en hausse de 41,3% à 409,2 milliards, en liaison avec l'introduction à la cote des emprunts TPCI 6,5% 2006-2009 et Etat du Togo 6,5% 2006-2011.



ACHEVE D'IMPRIMER SUR LES PRESSES  
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO  
**Mai 2007**



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)